

L'impact sur les échanges commerciaux Canada-Chine en 2019/2020

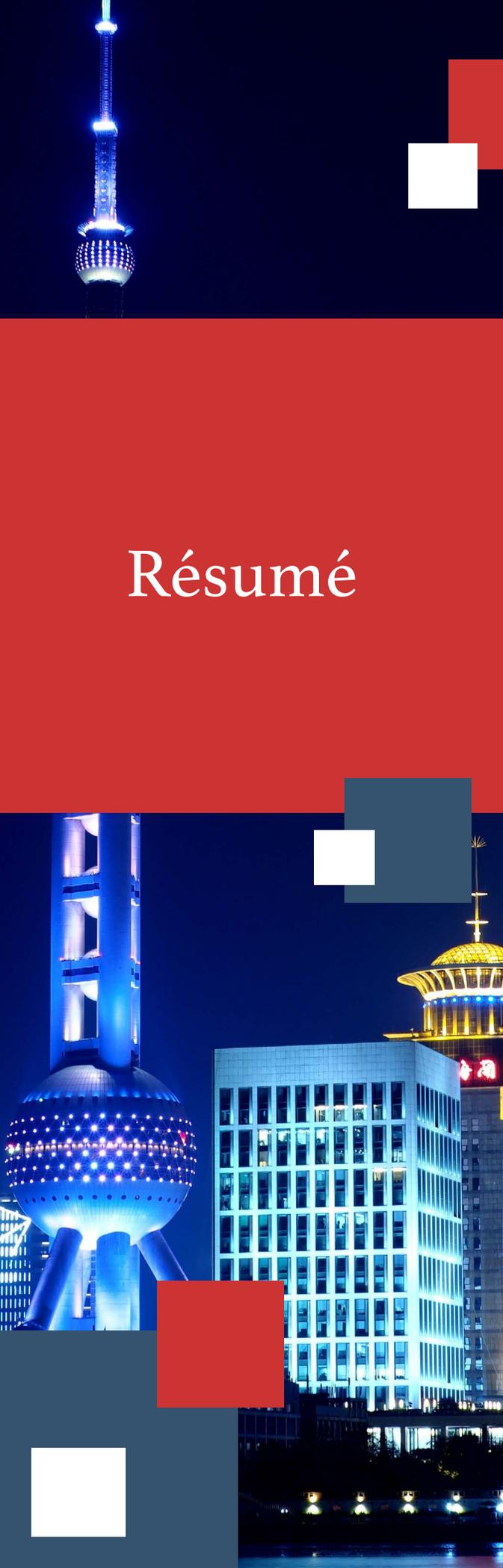
Sarah Kutulakos
Dr. Walid Hejazi
Daniela Stratulativ



Canada China Business Council
Conseil d'affaires Canada-Chine
加中贸易理事会



MISSION : Le CCBC a pour mission de créer plus d'occasions d'affaires de qualité entre le Canada et la Chine en repérant les obstacles commerciaux et en adoptant des stratégies pour réduire leur incidence.



Résumé

En raison des tensions politiques et judiciaires soutenues qui dominent la relation entre le Canada et la Chine depuis le mois de décembre 2018, le Conseil d'affaires Canada-Chine (CCBC) a reconnu qu'il était judicieux d'examiner les répercussions de ces tensions sur les activités commerciales sino-canadiennes en 2019.

Le sondage 2019-2020 du Conseil d'affaires Canada-Chine a été conçu à titre de sondage provisoire visant à mettre à jour le sondage bisannuel du Conseil, dont la plus récente version, qui faisait état du commerce bilatéral en 2018, a été publiée en mai 2019. Le sondage 2019-2020 a été mené du 20 février au 14 mars 2020 en partenariat avec le Rotman Institute for International Business de l'Université de Toronto.

Nous avons avancé l'hypothèse que quatre principaux facteurs influencent le commerce sino-canadien depuis le sondage 2018-2019 :

- les relations entre le Canada et la Chine;
- la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine;
- la COVID-19; et
- les développements économiques en Chine, y compris la politique gouvernementale, les objectifs industriels et les habitudes de consommation.

Les résultats de l'enquête - basés sur les commentaires de 282 répondants actifs dans les affaires bilatérales - montrent que les trois premiers facteurs ont eu un impact négatif majeur sur l'activité commerciale en 2019. Cependant, nous avons constaté que le quatrième facteur a permis aux entreprises opérant dans certains secteurs de transcender de plus vastes défis.

Voici les principales conclusions pouvant être tirées du sondage :

1.

Bien que les répondants, canadiens comme chinois, affirment que les tensions bilatérales ont eu une incidence sur leurs activités en 2019, **celle-ci varie grandement d'un secteur à l'autre, mettant ainsi à jour les éléments problématiques et les points forts.**

2.

Deux facteurs ont créé des gagnants et des perdants dans les affaires bilatérales : les développements économiques en Chine et l'impact de la guerre commerciale américano-chinoise.

3.

Les entreprises demeurent optimistes quant au commerce potentiel entre le Canada et la Chine, **mais certaines organisations canadiennes réexaminent actuellement le rôle de la Chine dans leur stratégie mondiale.**

4.

Les organisations ont la certitude qu'une stratégie claire doit être mise en place par le gouvernement canadien afin d'éliminer les incertitudes et de faire progresser le commerce entre le Canada et la Chine.

5.

La COVID-19 perturbe l'ensemble des activités commerciales entre les deux pays depuis janvier 2020. Maintenant que la Chine mène la transition vers une reprise des activités post-pandémie, il est possible que des occasions de plus en plus intéressantes se présentent pour les entreprises canadiennes.





Introduction

Tous les deux ans, le Conseil d'affaires Canada-Chine effectue un sondage exhaustif qui explore les enjeux pertinents pour les entreprises canadiennes qui font des affaires en Chine et pour les organisations chinoises qui exercent des activités au Canada.

Le plus récent sondage, mené en février et en mars 2019, reflétait l'incidence initiale des tensions politiques et judiciaires ayant émergé entre les deux pays en décembre 2018.

Au moment du sondage de l'an dernier, la plupart des répondants canadiens et chinois étaient optimistes quant au commerce entre le Canada et la Chine, 65 % d'entre eux anticipant une expansion de leurs activités en Chine. Près de deux Canadiens sur trois (64 %) et un peu plus d'un répondant chinois sur trois (38 %) ont indiqué que le rendement financier de leur organisation était positif. De plus, il semble que les activités commerciales entre les deux pays suivaient une trajectoire ascendante. À la fin de 2018, le commerce bilatéral de marchandises avait atteint un sommet record de 103 milliards de dollars canadiens, et le commerce sino-canadien affichait une hausse certaine.

Toutefois, l'arrestation, en décembre 2018, de MENG Wanzhou, la chef des finances d'une entreprise chinoise, par les autorités canadiennes en vertu du traité d'extradition entre le Canada et les États-Unis, de même que la détention en Chine de deux Canadiens, Michael Spavor et Michael Kovrig, ont marqué le début d'une

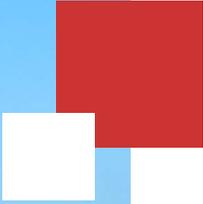


période de tensions politiques et judiciaires continues. Celles-ci ont créé une grande incertitude au sein des entreprises quant à la façon de naviguer dans le nouvel environnement et de planifier en prévision de l'avenir.

Dans le sondage du CCBC de mars 2019, bien que de nombreux répondants aient manifesté leur inquiétude quant à l'incidence potentielle des tensions bilatérales sur leurs activités, seulement 18 % des personnes sondées avaient modifié leur plan d'affaires au moment du sondage. Les entreprises ont cependant averti qu'un différend entre les gouvernements aurait des répercussions sur leurs activités, et le CCBC a conseillé aux gouvernements d'être plus sensibles aux effets néfastes du conflit sur le commerce. À la fin de 2019, le commerce bilatéral de marchandises entre le Canada et la Chine a chuté à 98 milliards de dollars Canadiens, indiquant que les tensions ont en effet eu des conséquences sur les activités commerciales.

Les tensions, qui n'ont pas été résolues au cours de l'année 2019, de même que les répercussions accrues de la pandémie de la COVID-19, ont amené le CCBC à reconnaître la valeur d'un sondage provisoire qui jetterait la lumière sur le rendement, la stratégie et les perspectives du commerce sino-canadien pour la période d'un an débutant en mars 2019 et se terminant en mars 2020.





Résumé des conclusions



Le sondage 2019-2020 du Conseil d'affaires Canada-Chine explore l'incidence des tensions accrues dans la relation commerciale entre les deux pays de mars 2019 à décembre 2019 ainsi que sur les répercussions économiques préliminaires de la COVID-19.

Tandis que les entreprises continuent de repérer des occasions d'affaires et demeurent optimistes quant à l'avenir du commerce, 43 % des répondants ont indiqué que les activités étaient en baisse par rapport à l'année précédente. Parmi les organisations interrogées, 79 % ont affirmé être touchées par les tensions politiques en cours dans la relation entre le Canada et la Chine. Les répondants ont également cité les développements économiques en Chine, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et l'absence d'une politique claire du gouvernement canadien comme principaux facteurs ayant une incidence sur leurs activités. Les résultats du sondage ont montré que la situation a des effets négatifs sur le commerce et qu'elle crée des défis pour les entreprises qui exercent des activités dans les deux pays.

Le sondage a étudié les répercussions de ces défis dans divers secteurs. En 2019, les mesures prises par la Chine pour bloquer les importations de viande et de canola canadiens ont soulevé des inquiétudes quant au fait que d'autres marchandises ou secteurs pourraient également être ciblés, ce qui a accru l'incertitude des entreprises. Nous avons avancé que certains secteurs ont pu rencontrer plus de difficultés que les autres, et avons inclus nos conclusions dans le présent rapport. Les données portent également à croire que les développements économiques en Chine et la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ont créé à la fois des défis et des occasions pour les organisations canadiennes. Ceux-ci diffèrent cependant largement d'un secteur d'activité à l'autre.

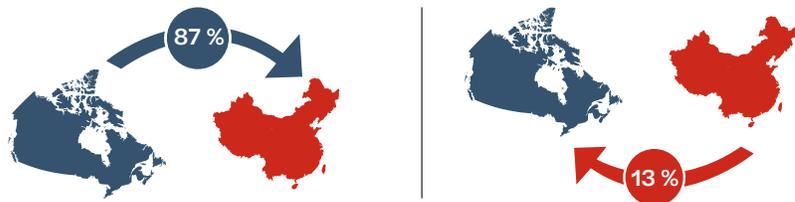
Le sondage 2019-2020 a été mené de la fin février au début du mois de mars 2020, au moment où l'épidémie de la COVID-19 a atteint son sommet en Chine et a commencé à perturber de façon significative les voyages d'affaires, les activités commerciales, les chaînes d'approvisionnement et les transactions. Le sondage recueille les premières perspectives des entreprises quant aux défis et à l'incidence prévue de la COVID-19 avant que celle-ci soit qualifiée de pandémie mondiale le 11 mars 2020.

Au moment de rédiger le présent rapport, la pandémie de la COVID-19 a eu de vastes répercussions sur l'économie canadienne et mondiale. La Chine prétend avoir en grande partie contrôlé l'épidémie, et nous voyons des signes que le commerce sino-canadien participe déjà activement à la transition chinoise vers une économie post-pandémie.

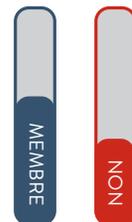
Tandis que le Canada commence à envisager un retour à la normale lorsque le sommet de la pandémie de la COVID-19 aura été atteint, les résultats du sondage 2019-2020 peuvent nous aider à cerner les enjeux auxquels nous devons porter particulièrement attention afin de soutenir et de faire progresser le commerce entre le Canada et la Chine, un moteur possible de croissance pour les organisations qui exercent leurs activités dans ce domaine.

Répondants du sondage

Les résultats du sondage reposent sur les commentaires de 282 répondants, dont 87 % représentent des entreprises canadiennes faisant des affaires en Chine ou avec la Chine et 13 % représentent des entreprises chinoises faisant des affaires au Canada ou avec le Canada.



La plupart des répondants chinois ont indiqué être situés au Canada. On peut en déduire qu'il s'agit d'entreprises établies qui font des affaires au Canada avec des entités juridiques canadiennes. Les répondants du sondage n'étaient pas tenus d'être membres du CCBC pour participer. Parmi ceux-ci, 61 % étaient membres et 39 % ne l'étaient pas.

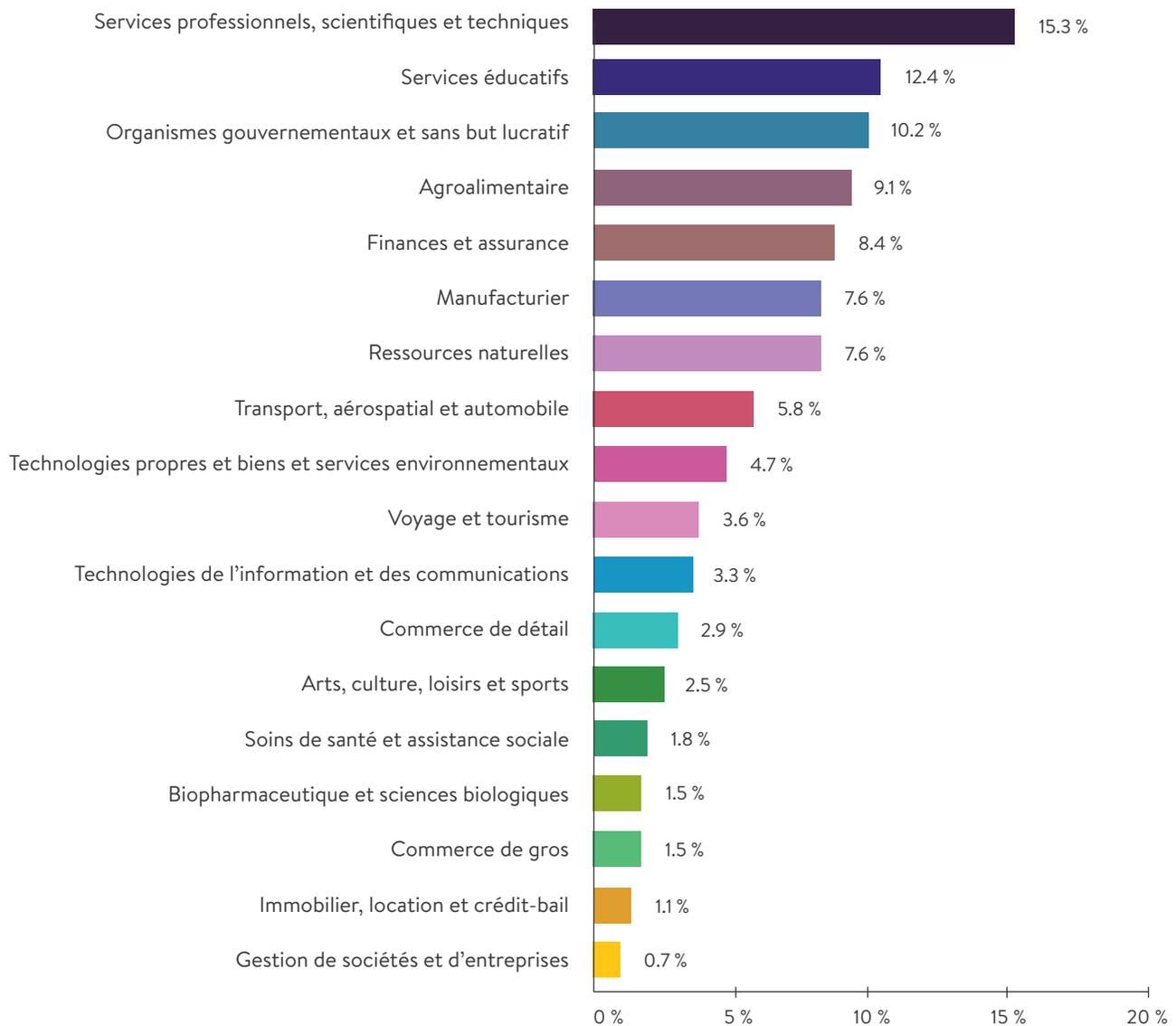


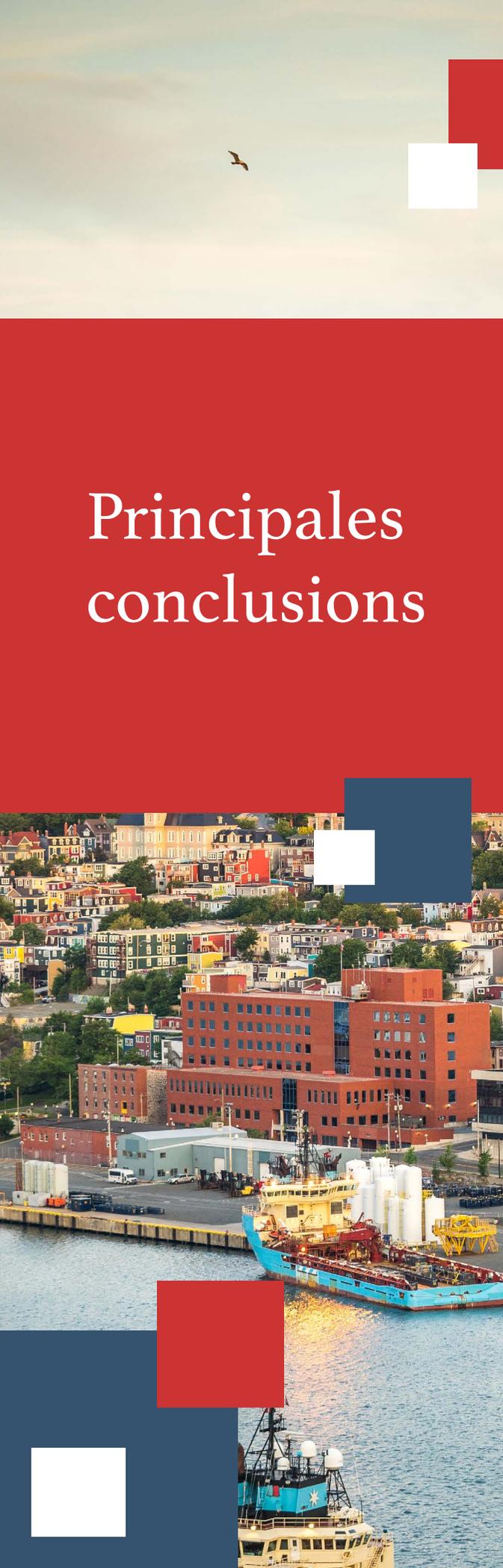
Les 18 secteurs représentés dans ce sondage comprennent un vaste éventail d'intérêts commerciaux transfrontaliers qui reflètent généralement la communauté de membres du CCBC.



Bien que 282 répondants aient répondu au sondage, ils n'ont pas tous répondu à la totalité des questions. Les graphiques présentés dans ce document indiquent le nombre de répondants pour chaque question, représenté par « N ».

Tous les répondants par secteur (N = 275)





Principales conclusions

I. Les répondants canadiens et chinois affirment que les tensions bilatérales ont eu une incidence importante sur leurs activités en 2019.

Dans le sondage de l'année dernière, les répondants ont exprimé leur inquiétude relative aux répercussions potentielles des tensions bilatérales entre le Canada et la Chine. Le sondage de cette année a permis de confirmer que ces préoccupations étaient fondées. Parmi les effets néfastes sur les entreprises, on dénote une augmentation des reports et des annulations de contrats et d'ententes, une diminution de la demande, et des annulations ou des retards au chapitre des voyages visant le développement des affaires et des négociations connexes. Pour les organisations qui dépendent des voyages internationaux et du développement des affaires pour obtenir des clients et conclure des ententes, les conséquences ont été particulièrement importantes.

Comparaison du sondage avec celui de l'an dernier

Parmi les répondants, 79 % ont affirmé que la situation politique de 2019 a eu une incidence sur leur entreprise, 43 % ont dit que l'incidence a été majeure et 36 %, qu'elle a été mineure. Dans le sondage de l'année dernière, seulement 20 % des firmes ont indiqué avoir été négativement touchées dans les débuts du différend entre le Canada et la Chine.

Plus précisément :

- un peu plus de la moitié (51 %) des répondants ont eu à reporter des contrats ou des ententes et 40 % ont dû annuler des contrats ou des ententes, une proportion qui a plus que doublé depuis l'année dernière, lorsque seulement 18 % des organisations avaient signalé des reports ou des annulations de contrats;

- 46 % des répondants ont affirmé que la demande pour leur produit a diminué, ce qui correspond à plus de deux fois le résultat de l'année dernière, où 20 % avaient été touchés par une baisse de la demande;
- 63 % des répondants ont affirmé avoir annulé ou reporté des voyages ou des négociations exploratoires de développement des affaires en 2019, comparativement à 2018 où environ la moitié des répondants canadiens et le tiers des répondants chinois avaient indiqué anticiper des perturbations dans le domaine des voyages en raison des tensions bilatérales;
- 62 % des répondants chinois ont indiqué que les voyages de l'entreprise n'étaient pas touchés par la situation bilatérale, et seulement 25 % des répondants chinois ont soutenu que la situation politique avait un impact majeur sur des activités commerciales potentielles avec le Canada. Les répondants chinois ont déclaré que les développements économiques en Chine et la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine étaient des facteurs ayant eu une plus grande incidence que les tensions politiques entre le Canada et la Chine sur le commerce sino-canadien.

Tous les répondants – Les répercussions sur les activités commerciales Canada-Chine existantes ou potentielles en 2019

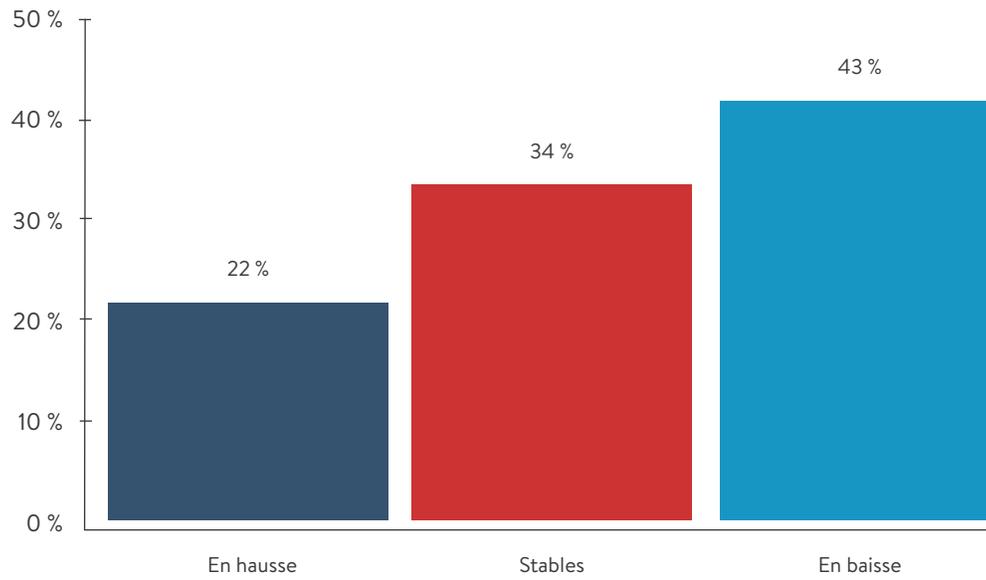
Dans quelle mesure vos activités Canada-Chine ont-elles été touchées en 2019? (N = 235)	Incidence majeure	Incidence mineure	Aucune incidence	Ne s'applique pas
Voyages exploratoires de développement des affaires ou négociations pour de nouveaux projets annulés ou reportés	29 %	34 %	22 %	15 %
Contrats ou ententes reportés	23 %	28 %	26 %	23 %
Baisse de la demande pour mon produit ou service	21 %	25 %	30 %	24 %
Nouveaux contrats signés	21 %	22 %	30 %	28 %
Contrats ou ententes annulés	16 %	24 %	33 %	27 %
Barrières non tarifaires imposées sur mon produit ou secteur	12 %	17 %	31 %	40 %
Hausse de la demande pour mon produit ou service	9 %	24 %	37 %	30 %

Ces résultats du sondage concordent avec l'expérience du CCBC lorsqu'il a organisé son AGA de novembre 2019 à Shanghai, en Chine. Bien que nos AGA attirent généralement un grand nombre de représentants d'entreprises canadiennes, plusieurs Canadiens n'ont pas été en mesure d'y assister ou ont choisi de ne pas se rendre en Chine pour l'occasion.

Les tensions bilatérales ont eu des répercussions qui varient d'un secteur à l'autre, dévoilant à la fois les éléments problématiques et les points forts.

L'effet néfaste des tensions bilatérales n'a pas été le même selon les organisations et les secteurs d'activité. Bien que 43 % des répondants aient indiqué que leurs activités étaient en baisse en 2019 par rapport à l'année précédente, 34 % ont affirmé que leurs activités étaient stables et 22 %, que leurs activités étaient en hausse.

Tous les répondants – Comment étaient vos activités réelles ou potentielles avec le Canada ou la Chine en 2019 comparativement à l'année précédente? (N = 255)



Le sondage de l'année dernière révélait que les entreprises planifiant une expansion importante de leurs activités sino-canadiennes étaient concentrées dans les secteurs de l'agroalimentaire, des sciences et des services techniques. Les organisations exerçant des activités dans les secteurs des finances, des services éducatifs, des services professionnels et du transport ont également indiqué avoir des plans d'expansion modérés.

Cette année, le sondage montre que certains des secteurs qui avaient des plans d'expansion ou qui prévoient une croissance l'an dernier ont plutôt affiché une diminution des ventes en 2019, ce qui porte à croire qu'ils ont rencontré des difficultés inattendues. La réduction des voyages d'affaires pourrait compter parmi les facteurs potentiels du déclin des ventes, puisque le développement des affaires et la croissance se solidifient habituellement en grande partie lors de rencontres en personne.

Dans le sondage de 2018-2019, la majorité des entreprises du secteur agroalimentaire ont affirmé planifier une expansion importante. Dans le sondage de cette année, 35 % des firmes canadiennes de ce secteur ont indiqué que leurs activités de 2019 étaient en hausse et 35 %, qu'elles étaient en baisse. Ces chiffres illustrent bien le fait que dans un même secteur, certaines organisations ont rencontré des obstacles tandis que d'autres ont continué de repérer des occasions de croissance.



Bien que les secteurs suivants aient eu des plans d'expansion dans le sondage de l'année dernière, ils ont indiqué que leurs activités de 2019 étaient en baisse :



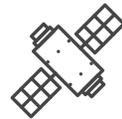
Dans le secteur du **voyage et du tourisme**, **89 %** des répondants ont indiqué une baisse des activités et **11 %**, des activités stables.



Dans le secteur des **organismes gouvernementaux et sans but lucratif**, **71 %** des répondants ont indiqué une baisse des activités; **25 %**, des activités stables; et **4 %**, une hausse des activités.



Dans le secteur des **services professionnels**, **64 %** des répondants ont indiqué une baisse des activités, **18 %**, des activités stables; et **18 %**, une hausse des activités.



Dans le secteur du **Transport, aérospatial et automobile**, **53 %** des répondants ont indiqué une baisse des activités; **40 %**, des activités stables; et **7 %**, une hausse des activités.



Dans le secteur des **services éducatifs**, **47 %** des répondants ont indiqué une baisse des activités, **33 %**, des activités stables; et **20 %**, une hausse des activités.

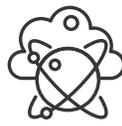


Dans le secteur des **finances et de l'assurance**, **27 %** des répondants ont indiqué une baisse des activités, **45 %**, des activités stables; et **27 %**, une hausse des activités.

Les organisations des secteurs suivants prévoyaient des activités stables en 2019 et ont indiqué qu'elles sont demeurées stables dans l'ensemble :



Dans le secteur des **ressources naturelles**, **52 %** des répondants ont indiqué des activités stables, **29 %**, une baisse des activités; et **19 %**, une hausse des activités.



Dans le secteur des **technologies propres**, **42 %** des répondants ont indiqué des activités stables; **25 %**, une hausse des activités; et **33 %**, une baisse des activités.



Dans le secteur **manufacturier**, **40 %** des répondants ont indiqué des activités stables; **45 %**, une hausse des activités; et **15 %**, une baisse des activités.

Les entreprises chinoises qui font des affaires au Canada ont bénéficié de conditions d'investissement stable

Seulement 9 % des répondants chinois ont indiqué que leurs activités commerciales avec le Canada étaient en baisse, 50 % ont affirmé que leurs activités étaient stables et 36 % ont dit que leurs activités étaient en hausse par rapport à l'année précédente. Ces chiffres sont encourageants pour l'économie canadienne et démontrent que les investisseurs internationaux sont en mesure d'exercer leurs activités et de croître à titre d'entreprises locales.

Les investissements chinois au Canada, bien qu'affichant une importante baisse par rapport à une dizaine d'années plus tôt, ont également connu une bonne année. La base de données Canada-China Investment Tracker database du China Institute de l'Université de l'Alberta note un déclin de la valeur des investissements chinois au Canada, qui a chuté de 74 % de 2017 à 2018 (passant de 9,9 milliards à 2,6 milliards de dollars) avant de connaître un rebond de 56 % (montant à 4 milliards de dollars) en 2019. Un tiers des investissements totaux de 2019 proviennent d'entreprises chinoises qui augmentent leur participation à des investissements canadiens existants. Les plus récents investissements chinois sont fortement concentrés dans le secteur des métaux et des minéraux (qui représentait 97 % des nouveaux investissements en 2019), suivi de près par les secteurs de la santé et biotechnologie et de l'agroalimentaire.



2. Deux facteurs ont créé des gagnants et des perdants dans les affaires bilatérales : les développements économiques en Chine et l'impact de la guerre commerciale américano-chinoise.

Les résultats du sondage montrent qu'après la situation politique entre le Canada et la Chine, les développements économiques en Chine et la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine sont les deuxième et troisième facteurs en importance à toucher les activités sino-canadiennes.

Tous les répondants – Facteurs ayant eu une incidence sur les activités Canada-Chine en 2019

Facteurs ayant eu une incidence sur les activités Canada-Chine en 2019 (N = 247)	Incidence majeure	Incidence mineure	Aucune incidence
La situation politique Canada-Chine	43 %	36 %	21 %
Les développements économiques en Chine	32 %	38 %	30 %
La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine	17 %	48 %	25 %

L'effet des développements économiques en Chine

Les résultats du sondage révèlent que l'effet des développements économiques en Chine sur les entreprises canadiennes varie selon les secteurs. En général, les organisations canadiennes prospères sont actives dans des secteurs qui sont la cible des plans et des politiques économiques de la Chine, ce qui indique que dans certains cas, la réussite des firmes canadiennes est propulsée plutôt qu'entravée par les développements économiques en Chine.

D'importantes politiques chinoises, comme le plan quinquennal et l'initiative des nouvelles routes de la soie, ont présenté les intentions et les objectifs stratégiques du pays d'Asie et ont fourni un aperçu des occasions pour les entreprises canadiennes. Le 13e plan quinquennal a été adopté en 2016 pour orienter les développements économiques de 2016 à 2020. Le plan faisait la promotion de certains secteurs d'activité, notamment les innovations, les technologies propres et les soins de santé. Il établit également d'importantes cibles quant à la croissance du PIB, à l'urbanisation accrue et à la réduction des écarts au chapitre des allocations. Nous avons constaté que les organisations exerçant des activités dans certains secteurs ont bénéficié des priorités du plan. Par exemple, la promotion chinoise de la consommation, renforcée par l'urbanisation et l'expansion de la classe moyenne, a contribué à l'effet positif sur la croissance enregistrée dans les secteurs manufacturier et agroalimentaire. L'innovation fait également partie des principales priorités stratégiques, et les organisations des secteurs du transport, de l'aérospatial et de l'automobile ont indiqué que leurs activités étaient stables en 2019 malgré une croissance plus faible des ventes automobiles sur le marché intérieur chinois au cours de l'année. Les organisations qui se situent à la croisée de secteurs d'activités soutenus par la politique économique, par exemple les entreprises de pièces automobiles, ont pu en bénéficier alors que la Chine continue de bâtir son marché de voitures électriques (en phase avec l'accent mis par le pays sur les secteurs de l'innovation, des technologies propres et de l'automobile). La croissance économique globale de la Chine alimente la demande de

ressources naturelles, et les firmes qui œuvrent dans ce secteur affirment que leurs activités sont demeurées stables. Dans certains cas où des exploitations chinoises ont évolué et progressé, les fournisseurs de services canadiens peuvent avoir constaté une concurrence accrue et une baisse de la demande sur le marché chinois.

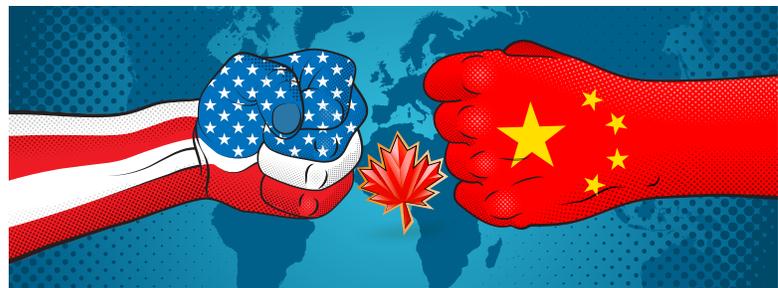
L'incidence de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine sur les activités Canada-Chine

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a eu un effet négatif sur les répondants du sondage. Les deux tiers (65 %) des répondants ont déclaré que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a eu des répercussions sur leurs activités sino-canadiennes, 17 % citant une incidence majeure et 48 %, une incidence mineure.

Avant même que la guerre commerciale n'éclate en 2019, les États-Unis constituaient un important facteur des tensions bilatérales entre le Canada et la Chine. MENG Wanzhou, la chef des finances de Huawei, a été arrêtée au Canada à la demande des États-Unis et en vertu du traité d'extradition entre le Canada et son voisin du Sud. Les analystes ont donc estimé que le blocage ultérieur par la Chine des exportations canadiennes de produits comme le canola, les fèves de soya et le porc représentaient des mesures de représailles. La solidarité du Canada avec son plus important partenaire commercial, les États-Unis, empêche inévitablement la croissance de ses affaires avec son deuxième partenaire commercial en importance, la Chine.

En 2019, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a eu des répercussions sur les entreprises canadiennes qui font des affaires avec les deux pays, ainsi que sur les secteurs d'activité assujettis à des tarifs douaniers.

Les répondants du sondage ont affirmé que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a également perturbé leurs futures affaires, puisque les clients potentiels n'étaient pas à l'aise avec autant d'incertitude.



L'incidence de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine sur les entreprises canadiennes

Parmi les répondants canadiens, 23 % ont dit que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a entraîné une diminution de la demande chinoise pour des biens ou des services, et 23 % ont affirmé que ce changement a poussé leur organisation à déplacer leur stratégie vers d'autres marchés.

Certaines firmes canadiennes ont indiqué que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a fait grimper leurs coûts d'exploitation. Les entreprises canadiennes ont été confrontées à une hausse des coûts de l'approvisionnement et des matériaux, notamment les coûts d'exportation de produits de la Chine vers les États-Unis, et à une interruption de l'approvisionnement en biens américains utilisés dans des produits fabriqués par des partenaires chinois. Le découplage des économies et des chaînes d'approvisionnement américaines et chinoises a accru le sentiment

d'incertitude, entraînant ainsi une réticence des entreprises canadiennes à prendre des décisions d'affaires et formant des obstacles empêchant d'attirer de nouveaux clients.

Dans certains cas, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a créé des occasions pour les firmes canadiennes. Par exemple, un répondant canadien du secteur agroalimentaire a affirmé que ce conflit a permis à ses activités de prendre de l'expansion en Chine. Un autre répondant a dit qu'en raison de la guerre commerciale, des projets de recherche et développement sont passés des États-Unis au Canada. Un autre a commenté que cette situation pourrait avoir contribué à faire baisser les prix dans un contexte où les firmes chinoises succombaient aux pressions de la guerre commerciale.

L'incidence de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine sur les entreprises chinoises

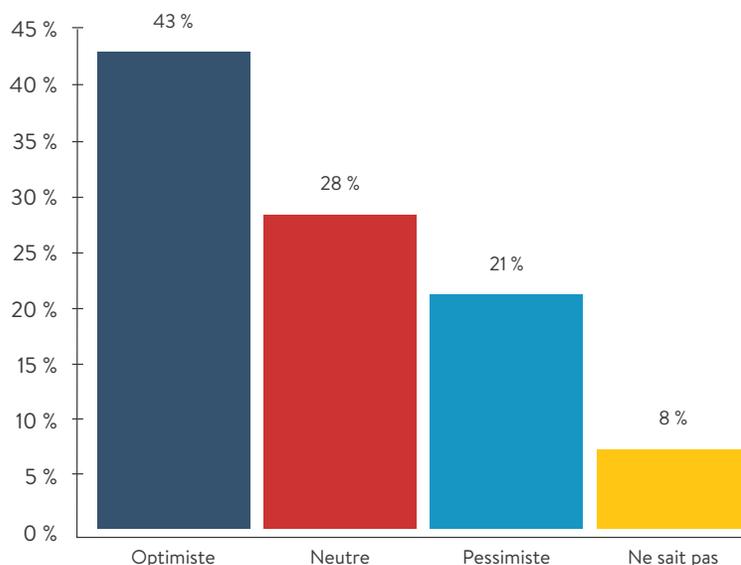
Parmi les répondants chinois faisant des affaires au Canada ou avec des partenaires canadiens, 37 % ont dit que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a entraîné une diminution de la demande pour des biens ou des services, faisant en sorte que 26 % des personnes interrogées ont envisagé de déplacer leur stratégie d'affaires vers d'autres marchés. Comme la majorité des répondants chinois ont indiqué que leurs activités avec le Canada sont demeurées stables ou connaissent une hausse, nous avançons l'hypothèse que le Canada a le potentiel de bénéficier des investissements chinois dans la foulée des tensions commerciales continues entre les États-Unis et la Chine.

3. Les entreprises demeurent optimistes quant au commerce potentiel entre le Canada et la Chine, mais certaines organisations canadiennes réexaminent actuellement le rôle de la Chine dans leur stratégie mondiale.

Dans le sondage de 2018-2019, la plupart des répondants étaient optimistes quant à leur avenir commercial, et 65 % des entreprises prévoient accroître leurs activités. Seulement une firme canadienne sur cinq et une organisation chinoise sur sept se sont dites pessimistes par rapport à l'idée de faire des affaires avec l'autre pays.

Cette année, malgré les obstacles à la relation bilatérale, les perspectives commerciales demeurent bonnes : 43 % des participants du sondage se disent optimistes quant à l'avenir de leurs activités sino-canadiennes, et les perspectives négatives n'ont pas augmenté.

Tous les répondants—Comment vous sentez-vous par rapport à l'avenir de vos activités Canada-Chine? (N = 238)



En ce qui concerne les entreprises canadiennes qui envisagent de faire des affaires avec la Chine, 38 % des répondants ont affirmé que leurs perspectives quant à des activités potentielles Canada-Chine sont en baisse, et 43 % disent qu'elles demeurent inchangées par rapport à l'année précédente, indiquant qu'un climat d'incertitude a une grande incidence sur les affaires potentielles. Les commentaires recueillis dans ce sondage indiquent que tandis que les perspectives à long terme sont positives, les organisations examinent soigneusement les répercussions des développements économiques, de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et, plus récemment, de la COVID-19, ce qui les pousse à revoir le rôle de la Chine dans leur stratégie mondiale et leurs plans d'affaires. Les répondants ont également indiqué qu'une position claire du gouvernement canadien aiderait à améliorer leur optimisme et à fournir une orientation pour les activités commerciales entre le Canada et la Chine.

Le sondage de l'année dernière nous a révélé que les tensions bilatérales ont mené 52 % des organisations canadiennes à apporter de légers changements à leurs plans d'affaires. Nous avons vu ces initiatives comme une réponse temporaire aux tensions bilatérales, car les répondants du sondage se montraient également optimistes quant à la possibilité de croissance continue et de développement de leurs activités sino-canadiennes. En effet, deux entreprises canadiennes sur trois ont affirmé planifier une expansion dans les cinq prochaines années, et 77 % ont nommé la Chine comme priorité stratégique.

Cette année, nous voulions savoir si les firmes canadiennes avaient remplacé la priorité chinoise dans leurs plans mondiaux. Parmi les entreprises canadiennes ayant participé au sondage, 33 % ont déclaré que la Chine était devenue une priorité d'affaires moins importante, 44 % ont affirmé que le rôle de la Chine dans leurs plans mondiaux n'avait pas changé, 18 % ont déclaré que la Chine était devenue une plus grande priorité et 5 % ont dit que la Chine avait été remplacée par d'autres pays.

Les perspectives changeantes incitent les organisations canadiennes à revoir le rôle de la Chine dans leur stratégie mondiale, et certaines cherchent à se détourner des défis auxquels elles sont constamment confrontées.

Répondants canadiens – Rôle de la Chine dans leurs plans mondiaux



MOINS GRANDE PRIORITÉ

Les résultats du sondage ont révélé que les entreprises de certains secteurs n'étaient pas susceptibles d'accorder une moins grande priorité à la Chine dans leurs plans d'affaires. Plus précisément :



Voyage et tourisme : 38 % ont affirmé accorder une moins grande priorité à la Chine; 38 %, une plus grande priorité; 13 %, la même priorité qu'avant, et 13 % ont dit avoir remplacé la Chine par d'autres pays.



Organismes gouvernementaux et sans but lucratif : 48 % ont affirmé accorder une moins grande priorité à la Chine; 39 %, la même priorité qu'avant; 9 %, une plus grande priorité, et 4 % ont dit avoir remplacé la Chine par d'autres pays.



Services professionnels : 58 % ont affirmé accorder une moins grande priorité à la Chine; 36 %, la même priorité qu'avant; et 6 %, une plus grande priorité.



Finances et assurance : 47 % ont affirmé accorder une moins grande priorité à la Chine; 47 %, la même priorité qu'avant; et 6 % ont dit avoir remplacé la Chine par d'autres pays.



Services éducatifs : 31 % ont affirmé accorder une moins grande priorité à la Chine; 35 %, la même priorité qu'avant; 31 %, une plus grande priorité, et 4 % ont dit avoir remplacé la Chine par d'autres pays.

Nous avons constaté que les entreprises canadiennes cherchent activement des options de diversification de marché et que les répondants ont affirmé étudier des marchés comme l'Europe, les États-Unis, le Moyen-Orient, la Corée du Sud, le Japon et la Thaïlande. L'un des répondants a indiqué qu'il envisageait fortement de se détourner complètement de la Chine au profit de pays et de régions plus démocratiques et à croissance plus élevée, par exemple l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Certains répondants ont souligné que les changements en Chine se produisent trop rapidement, ce qui génère des risques et des défis supplémentaires pour la planification à long terme.



Certaines entreprises continuent d'accorder la priorité à la Chine ou n'ont pas modifié l'accent mis sur la Chine dans leur stratégie mondiale. Parmi les firmes canadiennes qui font des affaires en Chine, 41 % ont affirmé que les événements de la dernière année n'ont pas modifié le rôle du pays asiatique dans leur stratégie mondiale et 19 % ont dit qu'elles ont fait de la Chine une plus grande priorité, comme le montrent les résultats sectoriels suivants :

PLUS GRANDE PRIORITÉ



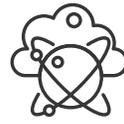
Voyage et tourisme : 38 % ont affirmé accorder une plus grande priorité à la Chine; 38 %, une moins grande priorité; 13 %, la même priorité qu'avant, et 13 % ont dit avoir remplacé la Chine par d'autres pays.



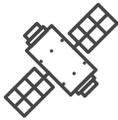
Agroalimentaire : 38 % ont affirmé accorder une plus grande priorité à la Chine; 33 %, la même priorité qu'avant; 14 %, une moins grande priorité, et 14 % ont dit avoir remplacé la Chine par d'autres pays.



Ressources naturelles : 20 % ont affirmé accorder une plus grande priorité à la Chine; 73 %, la même priorité qu'avant; et 7 %, une moins grande priorité.



Technologies propres : 18 % ont affirmé accorder une plus grande priorité à la Chine; 27 %, la même priorité qu'avant; 45 %, une moins grande priorité, et 9 % ont dit avoir remplacé la Chine par d'autres pays.



Transport, aérospatial et automobile : 8 % ont affirmé accorder une plus grande priorité à la Chine; 54 %, la même priorité qu'avant; et 38 %, une moins grande priorité.



Manufacture : 6 % ont affirmé accorder une plus grande priorité à la Chine; 69 %, la même priorité qu'avant; et 25 %, une moins grande priorité.

Encore une fois, nous pouvons constater une corrélation entre les entreprises canadiennes qui continuent d'accorder la priorité à la Chine dans le cadre de leur stratégie mondiale et celles qui exercent des activités dans des secteurs visés par les plans et les politiques économiques de la Chine. Cela renforce la conclusion selon laquelle certains secteurs sont plus susceptibles de bénéficier des efforts ciblés de la Chine pour développer des secteurs spécifiques de l'économie. Les firmes canadiennes devraient porter une attention particulière aux développements économiques en Chine et aux plans quinquennaux pour obtenir des informations sur de nouvelles occasions d'affaires.



4. Les organisations ont la certitude qu'une stratégie claire doit être mise en place par le gouvernement canadien afin d'éliminer les incertitudes et de faire progresser le commerce entre le Canada et la Chine.

Seulement 38 % des répondants canadiens croient que la stratégie du gouvernement du Canada relative à la Chine a été clairement communiquée. En comparaison, 58 % des répondants chinois ont le sentiment que la stratégie gouvernementale a été clairement communiquée. Bien que le nombre de répondants chinois est peu élevé, leurs réponses indiquent que la politique canadienne en matière d'investissements chinois est plus claire que sa plus vaste politique chinoise, en particulier à l'égard des activités canadiennes en Chine. De très nombreux répondants canadiens ont affirmé ne pas savoir si le gouvernement du Canada a une stratégie pour la Chine et ont explicitement réclamé des plans à court et à long terme pour atténuer les tensions et améliorer les relations d'affaires.

Dans le sondage de l'année dernière, nous avons appris que les activités canadiennes dépendent de la « marque Canada », 58 % des entreprises canadiennes ayant indiqué que la marque canadienne joue un important rôle dans leur développement commercial en Chine. Un an plus tard, certaines organisations disent maintenant qu'elles doivent parler le moins possible de leur origine canadienne. Cette année, les réponses au sondage ont révélé que les firmes hésitent à mettre de l'avant l'aspect canadien de leur marque. Les entreprises canadiennes ont exprimé leur avis selon lequel l'absence d'une politique gouvernementale transparente les empêche d'entreprendre de nouveaux projets d'affaires bilatéraux.

Lorsque nous regardons les commentaires de plus près, il s'avère que les entreprises nous disent ce qui suit :

- **la stratégie du gouvernement canadien est imprécise, ambiguë, incertaine et mal définie;**
- **un rehaussement des communications et de la coordination pourrait mieux éclairer les entreprises canadiennes;**
- **la stratégie gouvernementale est importante pour faire progresser les activités canadiennes en Chine et la politique en matière d'investissements chinois au Canada;**
- **elles s'inquiètent de savoir si leurs partenaires chinois perçoivent le Canada comme une nation souveraine distincte des États-Unis; et**
- **une politique claire permettrait au gouvernement canadien et à ses organismes de défendre les intérêts commerciaux, politiques et judiciaires du Canada.**

L'absence d'une stratégie claire jette un doute et constitue une entrave aux partenariats à long terme, aux prévisions judicieuses et aux plans d'affaires éclairés.



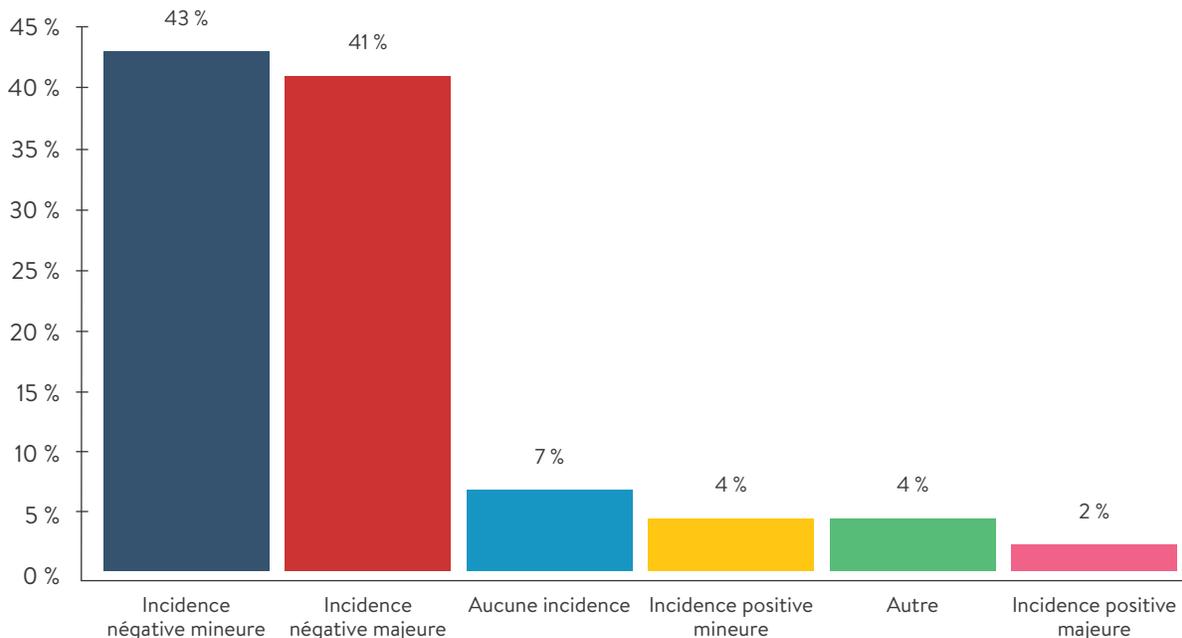
5. La COVID-19 perturbe les activités commerciales entre les deux pays depuis janvier 2020. Maintenant que la Chine mène la transition vers une reprise des activités post-pandémie, il est possible que des occasions de plus en plus intéressantes se présentent pour les entreprises canadiennes.

Depuis janvier 2020, les activités sino-canadiennes ont subi des perturbations en raison de la COVID-19. La vaste majorité des répondants du sondage ont soumis leurs réponses au plus tard le 4 mars 2020, avant que la COVID-19 soit qualifiée de pandémie mondiale le 11 mars. Leur point de vue reflète donc les répercussions que, selon eux, la COVID-19 allait avoir sur leurs activités en Chine.

Les résultats du sondage montrent qu'au 20 mars 2020, la COVID-19 avait déjà eu une incidence majeure sur le commerce entre le Canada et la Chine, ce qui a entraîné des perturbations majeures dans la logistique et dans les déplacements des employés et des clients. La demande de produits et services a diminué, et les organisations ont commencé à être confrontées à des défis logistiques relatifs à l'expédition de produits vers la Chine ou en provenance de ce pays. Les entreprises prenant part à des activités bilatérales étaient parmi les premières à subir des pressions pour effectuer la transition de leur commerce sur le Web, dans la mesure du possible.

Au moment du sondage, 84 % des répondants canadiens et chinois s'attendaient à ce que la COVID-19 ait un effet néfaste sur leurs activités, et plusieurs anticipaient une incidence durable.

Tous les répondants—Effet de la COVID-19 sur les activités en 2020 (N = 229)



Les entreprises chinoises et canadiennes avaient des attentes similaires quant à la durée qu'aurait l'incidence de la COVID-19 : 68 % des répondants prévoient que les répercussions se feraient sentir jusqu'au 30 septembre 2020 et 14 %, qu'elles dureraient jusqu'à la fin de l'année. Une plus petite proportion de répondants croyaient que l'effet irait au-delà de la fin de l'année. Nous croyons que si les entreprises étaient de nouveau sondées aujourd'hui, leurs réponses seraient plus pessimistes.

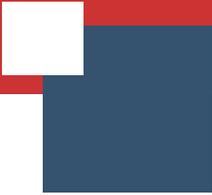
Le nouveau coronavirus a frappé le Canada en mars 2020 et, en date d'avril 2020, le pays est toujours en train de gérer la pandémie de la COVID-19 et ses répercussions sur l'économie. Après avoir contrôlé en grande partie la propagation de la maladie, la Chine commence lentement à relancer ses activités. Les activités commerciales entre le Canada et la Chine pourraient reprendre plus tôt qu'entre le Canada et les autres pays, et avant que la majorité des Canadiens ne retournent au travail.

Si la Chine réussit sa transition vers la normale avant le reste du monde, les occasions d'affaires pour le Canada en Chine pourraient soudain sembler plus attrayantes que celles dans d'autres marchés mondiaux, entraînant ainsi une réorientation stratégique au sein des firmes canadiennes. Les organisations canadiennes doivent se préparer et s'outiller pour tirer profit de la croissance là où elle se trouve.





Conclusion



Le sondage de 2019-2020 a révélé qu'en 2019, les activités commerciales sino-canadiennes ont été considérablement touchées par les relations entre le Canada et la Chine, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, la COVID-19 et les développements économiques en Chine, y compris la politique gouvernementale, les objectifs industriels et les habitudes de consommation.

Un examen poussé des données du sondage permettent de faire ressortir des tendances et des observations intéressantes. Nous pouvons constater qu'en dépit des difficultés, certaines entreprises canadiennes de secteurs spécifiques se sont plutôt bien portées en 2019. La politique économique et les priorités chinoises ont dévoilé des secteurs où la demande de produits et de services canadiens, de même que la collaboration et les partenariats transfrontaliers, continueront de croître. Il peut également y avoir des occasions pour les firmes canadiennes tandis que la Chine se dirige vers une économie post-COVID-19.

Mais le fait demeure que le chiffre d'affaires de 43 % des répondants ont chuté en 2019, après une année record en 2018, et l'absence d'une stratégie claire du gouvernement canadien demeure un obstacle pour les entreprises. Les répondants au sondage demandent une stratégie précise du gouvernement canadien pour aider à atténuer l'impact de ces défis sur les affaires Canada-Chine tout en aidant à dissiper



l'incertitude, à fournir une orientation et à mieux positionner les échanges commerciaux Canada-Chine pour réussir et croître.

Pour l'avenir, nous pouvons obtenir de précieux conseils dans le livre *Living with China: A Middle Power Finds Its Way* de Wendy Dobson, récipiendaire du prix Donner de 2019. Ce titre explore de nombreux enjeux cités par les répondants de notre sondage en plus de suggérer une voie pour l'avenir, qui passe notamment par la nécessité d'une stratégie proactive englobant le leadership du gouvernement, une marque canadienne plus forte de même qu'un accent sur le capital humain, sur les enjeux de sécurité ainsi que sur le commerce bilatéral et la libéralisation des investissements.



Remerciements

Le Conseil d'affaires Canada-Chine a distribué le sondage par l'entremise de ses membres et de ses personnes-ressources de même que par de nombreux autres canaux. Nous remercions les organisations qui ont soutenu le sondage en communiquant avec leurs propres membres et parties prenantes, notamment la Fondation Asie Pacifique du Canada, la chambre de commerce canadienne à Shanghai, le Conseil des viandes du Canada, le Conseil canadien des transformateurs d'oeufs et de volailles,

Exportation et développement Canada et Affaires mondiales Canada. Nous tenons également à remercier la Fondation Asie Pacifique du Canada pour son aide continue avec la conception du sondage, et le China Institute de l'Université d'Alberta pour ses données issues du projet Chinese Investment Tracker.

Le CCBC apprécie le soutien financier partiel du programme Opportunités mondiales pour les associations du gouvernement du Canada.

Le CCBC souhaite remercier les auteurs Walid Hejazi et Daniela Stratulativ du Rotman Institute for International Business.

Commanditaire :



À propos du Conseil D'affaires Canada-Chine

Au Conseil d'affaires Canada-Chine (CCBC), devenir membre est synonyme d'affaires. Nous sommes un organisme bilatéral sans but lucratif comptant sept bureaux au Canada et en Chine. Fondé en 1978, le CCBC agit comme principal porte-parole des entreprises canadiennes en Chine depuis 40 ans et procure les connaissances et les relations commerciales nécessaires pour réussir à la fois en Chine et au Canada. En plus de fournir des services spécialisés et pratiques, le CCBC est la voix de la communauté d'affaires canadienne quant aux problèmes qui touchent

les affaires, le commerce et les investissements entre le Canada et la Chine.

Le CCBC compte parmi ses membres certaines des sociétés canadiennes et chinoises les plus connues, des petites et moyennes entreprises (PME), des entrepreneurs et des organismes sans but lucratif. Les membres représentent un vaste éventail de secteurs, y compris l'éducation, les services financiers, les services professionnels, le secteur manufacturier, la construction, le transport, le pétrole et le gaz naturel, les ressources naturelles, les technologies de l'information et de la communication (TIC), et le secteur public.

En plus de son siège social situé à Toronto, le CCBC a des bureaux et du personnel à Montréal, Halifax, Vancouver, Calgary, Beijing et Shanghai. Le réseau d'employés du CCBC offre des programmes et des services à la fois au Canada et en Chine, et présente à ses membres des occasions au sein des marchés émergents de Chine. Le Conseil exploite également une chambre de commerce à Beijing, où elle organise divers événements et procure de nombreuses occasions de réseautage à l'échelle locale.

Par l'entremise des services et des activités qu'il offre, le CCBC fournit à ses entreprises membres des renseignements commerciaux, des relations d'affaires et des réseaux qui les aident à relever les défis inhérents à l'exploitation d'une entreprise à l'étranger.

Pour plus d'informations, veuillez visiter : www.ccbc.com.

